

### LA STRATEGIE GAULLISTE ET L'OPPOSITION BOURGEOISE

Alors que partis bourgeois comme organisations ouvrières tergiversaient sans savoir reconvertir leur activité depuis la fin de la guerre d'Algérie et la rupture de la configuration des forces qui en découlaient, de Gaulle a mis à profit cette période pour tenter de donner à son régime l'assise qui lui manquait. Résoudre les immenses contradictions sociales de la France d'aujourd'hui n'est pas plus à sa portée qu'à celle d'aucun autre régime bourgeois, mais il s'est attaqué à leur réduction de façon militaire, en combinant les coups portés dans certains secteurs avec la neutralisation d'autres, avec des satisfactions accordées par ailleurs. La presse d'opposition souligne complaisamment que « tout le monde est contre de Gaulle ». Mais une vérité bien plus importante c'est qu'il n'y a ni front anti-gaulliste cohérent et puissant — tant que le front unique ouvrier n'aura pas pris forme — ni même conjonction de fait des diverses oppositions. Bonapartisme sénile, le régime de Gaulle n'en offre pas moins encore à la bourgeoisie la plus sûre protection de ses intérêts.

Le plan de stabilisation est le type même de la mesure économique-politique bonapartiste dont les résultats sont peu contestables: l'inflation était si non stoppée, du moins ralentie à la fin de 1963. Ceci s'opéra au moindre prix pour la bourgeoisie, et aux dépens des travailleurs. Le blocage net des prix industriels accompagné de menaces et quelques mesures de rétrocession économique (fiscales, de crédit, ou de subventions) touchait peu au profit (souvent assuré par des augmentations préalables au blocage des prix) et faisait au contraire porter la charge par les salaires bloqués beaucoup plus sévèrement, avant que leur équilibre n'ait été rétabli avec les prix en hausse. Ce blocage des salaires, dont les résultats des luttes grévistes, jouant jusqu'ici comme des soupapes de sûreté, ne font que « corriger » les plus criantes disparités, donne à la bourgeoisie comme au pouvoir des garanties pour l'avenir immédiat. De Gaulle garde toute possibilité d'alléger son système de contrôle des salaires et des prix à proximité des élections présidentielles dans la mesure précise où les pressions et les satisfactions lui seront nécessaires. Dans une situation économique où les signes de récession restent superficiels, l'opposition de la bourgeoisie à de Gaulle reste donc également superficielle.

De Gaulle assure mieux la défense des intérêts généraux de la classe capitaliste que son opposition bourgeoise quand il refuse l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, quand il résiste au « Kennedy round », et quand il ouvre la porte des marchés des Etats ouvriers.

Par contre, il est clair que lorsque les représentants du C.N.P.F. votent contre l'augmentation des crédits de la force de frappe, ce geste très « intéressé » d'Atlantisme ne menace en rien les fondements politiques du régime.

Enfin, l'opposition de la bourgeoisie moyenne aux technocrates planificateurs ne s'identifie pas à l'opposition au gaullisme, celui-ci ayant pris ses distances à l'égard de ceux-là.

L'opposition bourgeoise au gaullisme n'a donc pas sa source aujourd'hui dans la situation économique, mais dans les structures politiques traditionnelles.

### LA REFORME ADMINISTRATIVE ET MUNICIPALE

Le mode de gouvernement de de Gaulle a créé son besoin d'un parti de

« fidélité ». Mais l'U.N.R. reste peu implantée. On peut même dire que les élections partielles montrent qu'elle l'est de moins en moins. Elle reste le parti des parvenus et des profiteurs.

En tant que bonapartiste, le gaullisme assure essentiellement les intérêts du grand capital et des margoulins. De là, son conflit politique avec les représentants politiques traditionnels du petit capital et des classes moyennes, surtout rurales.

La « démocratie directe télévisée » complétée par le renforcement des pouvoirs des préfets s'oppose violemment aux structures municipales et cantonales où les « notables » trouvent leur base dans la défense des particularismes. L'atteinte à ceux-ci pour les besoins de la réorganisation économique du territoire est conjuguée à l'attaque contre ces pouvoirs locaux, eux-mêmes base du Sénat, contre de résistance de l'opposition bourgeoise.

De Gaulle s'y est attaqué par les réformes administratives et municipale, et avec d'autant plus de radicalisme que les élections partielles cantonales et municipales avaient pour ses hommes été presque partout des échecs.

Toutes ces mesures ne manquent pas d'une certaine efficacité, d'où un certain raidissement de l'opposition bourgeoise. Celle-ci finit par un certain programme commun — non exempt cependant de contradictions profondes qui le fissurent sous la surface comme ce fut le cas tout au long de la Quatrième République.

Ce programme dresse, en politique extérieure, l'Européisme politique et l'attachement à l'O.T.A.N. en face de la ligne gaulliste d'isolationnisme politique de la France et d'isolationnisme économique de l'Europe, traitant les puissances anglo-saxonnes en concurrents et pairs. En politique intérieure, l'opposition bourgeoise accepte le « présidentialisme » et n'en refuse que le bonapartisme, voulant rétablir à l'égard du pouvoir présidentiel son contrôle par l'intermédiaire des Chambres. Cela ne va guère au-delà. Toutes les autres questions les divisent. Mais l'on peut dire que certains thèmes d'opposition, telle la critique « cartériste » de l'aide aux pays sous-développés, ne sont que des prétextes, et que, de la négociation sur le « Kennedy round » jusqu'aux problèmes du financement des écoles religieuses, et du statut de l'Information jusqu'à la reconnaissance de la Chine, toute la politique du gaullisme serait reprise par l'opposition bourgeoise si le pouvoir lui tombait dans les mains.

Plus que du gaullisme sans de Gaulle, cette opposition désire du gaullisme sans U.N.R. C'est dire sa fragilité d'autant plus grande que les hommes de la Quatrième République sont vomis par les travailleurs qui les connaissent comme leurs vieux ennemis, ayant préparé le terrain à de Gaulle avant de lui céder la place. Cette opposition bourgeoise connaît sa faiblesse qu'elle a pu mesurer dans l'échec du cartel des « non ». Elle s'efforce donc de maintenir la dissociation des partis ouvriers traditionnels, de préserver son alliance avec les socialistes et d'imposer par là même au P.C.F., le rôle de force d'appoint purement passif.

Dans cette politique, les « clubs » jouent un rôle nouveau fort important. Ils renouvellent le bagage idéologique des formations bourgeoises par l'élaboration néo-capitaliste. De ce point de vue, ce sont eux qui font du gaullisme de gauche, en rationalisant théoriquement ce que le régime de la Cinquième a fait pratiquement. Leur technocratie moderniste dissimule son caractère de classe par le verbalisme néo-socialiste, et par la liaison au sein des « clubs » de politiciens bourgeois, de syndicalistes « intégrationnistes » et de socialistes de tendance technocratique. Leur coup de maître a été de choisir le candidat de « gauche » à opposer à de Gaulle au sein même du parti socialiste qu'ils péné-

trent profondément. Le choix de Defferre, longtemps apparu comme le leader de l'opposition de gauche à Mollet, était à coup sûr judicieux. En s'imposant, grâce aux clubs (et aussi à « l'Express ») comme candidat à la présidence de son propre parti, Defferre entravait gravement le cheminement de Mollet vers le Front unique qui lui était apparu, après l'échec du cartel des « non », comme la seule voie de salut pour son parti.

Cependant, « l'opération Defferre » elle-même ne pourrait assurer un certain succès à l'opposition bourgeoise — du moins de sa partie du centre gauche qui accepte Defferre — que si le P.C.F. acceptait de le cautionner.

### TENDANCES ET RESISTANCES AU FRONT UNIQUE

La volonté de front unique est plus puissante dans la classe ouvrière que dans le mouvement ouvrier organisé et peut être moins forte dans celui-ci sclérosé sur des positions traditionnelles qu'au niveau des directions qui savent comprendre les leçons que donnent les masses par leurs réactions muettes.

Sur le plan des luttes ouvrières comme sur celui des compétitions électorales, le verdict de la masse travailleuse est sans appel en faveur du front unique syndical et électoral. C'est la pression des réactions de la masse qui s'est imposée à la S.F.I.O., lors des dernières élections législatives, puis s'est imposée au P.C.F. après ses désistements, lors d'élections partielles, au profit de candidats de l'opposition. La relative stabilité économique a restreint les luttes grévistes aux secteurs en régression (mines) ou victimes d'une décentralisation qui combine des objectifs économiques et politiques. Les signes de récession sont restés localisés comme les licenciements qui en ont découlé et qui sont résorbés dans les grandes zones industrielles par un marché du travail encore sous-alimenté. De ce fait, les luttes les plus déterminées ont été facilement circonscrites par les directions qui trouvaient en elles autant et plus de moyens de pressions politiques qu'elles n'en désiraient. En dehors de ces luttes, du type de celles des mineurs et de Saint-Nazaire, l'action syndicale demeurait limitée à l'objectif de défense du pouvoir d'achat, et par là-même, elle retombait vite à la suite d'accords de compromis.

Toutefois, ces actions limitées dans l'espace ici, limitées dans les objectifs là, ont été des grandes manœuvres dont les leçons serviront au cours des conflits ultérieurs.

Le plan de stabilisation met de nouveau les travailleurs à la portion congrue. La possibilité de son allègement que se ménaçait le pouvoir ne jouera que dans la mesure où le développement économique pourra se poursuivre. A terme, la récession qui s'annonce déjà pour l'automobile, même si son ampleur est limitée, remettra à l'ordre du jour avec acuité la nécessité de la lutte généralisée en front unique. Le fait que Frachon ait, en mars, formulé la nécessité de la généralisation est caractéristique de la profondeur de ce besoin.

Le langage de Frachon doit dès maintenant être donc orchestré par nous (comme en son temps son « convaincre ou submerger »), d'autant plus que, repris ou non par son auteur, il renverra un écho dès cette année où gouvernement et patronat décident de maintenir plus serré que jamais le blocage des salaires. (3 % d'augmentation annuelle pour 1964 contre 8 à 9 % pour 1963), alors que les augmentations de prix s'élèvent déjà à plus de ces 3 %.

Ce blocage général des salaires est en lui-même une condition des plus favorables à la lutte généralisée unitaire. Il sera de plus en plus difficile pour les appareils de trouver des pré-

textes plausibles au refus de l'action commune. La dénonciation des anti-unitaires devra, de ce fait, se faire plus violente que jamais, en distinguant toutefois soigneusement les secteurs unitaires dans les syndicats, fédérations ou confédérations s'opposant à l'unité, de façon à favoriser la dissociation intérieure des courants pour et contre l'unité.

La survenue des générations nombreuses sur le marché du travail rendra par ailleurs plus sensible le mot d'ordre de réduction de la semaine de travail (retour aux 40 heures sans diminution de salaires, puis semaine de 5x7) et d'autant plus que l'élévation de l'intensité de travail engendre l'usure nerveuse accrue et que le besoin de loisirs est un profond phénomène nouveau lié aux progrès de la science, de la technique, de la productivité et des phénomènes sociaux dits de « mass media ». Nous devons donc accorder la plus grande attention à la revendication de réduction du temps de travail comme objectif de luttes généralisées.

La réforme municipale pousse objectivement aussi dans le sens du Front unique. Ceci est délibéré; de Gaulle juge préférable d'obliger les électeurs à choisir entre gaullisme et « front populaire », et les politiciens socialistes et du centre-gauche à choisir entre alliance du centre droit et alliance ouvrière. Ce calcul n'est pas faux dans l'immédiat; les soucis électoralistes à court terme pesant plus aux yeux du personnel politique de la gauche que les perspectives d'avenir à moyen terme.

Cette échéance des élections municipales est une pierre de touche pour la politique du P.C.F. aussi nette que la perspective des luttes grévistes. Si le parti communiste était sur la voie du redressement, il saisirait ces deux occasions: le front unique de classe amorcerait dans des délais sans doute très rapides un renversement total du rapport des forces.

Hélas, nous sommes loin du compte, et ce que le P.C.F. prépare comme réponse au défi gaulliste, c'est une « union républicaine » comportant radicaux, « bons » M.R.P., voire, selon l'opportunité locale, jusqu'à des indépendants. Ce qui explique en même temps le refus de préparer des luttes grévistes unitaires et généralisées. C'est dire que le programme de ces alliances sera dépourvu, non seulement d'un net caractère d'opposition de classe, mais surtout, en conséquence, d'une perspective de solution alternative au gaullisme qui seule pourrait être puissamment mobilisatrice.

Moins que jamais, le but du P.C.F. n'est le chemin de la conquête du pouvoir. L'aveu fait avant tout négociation que le retrait de la France de l'O.T.A.N. n'est pas pour lui une exigence programmatique, montre amplement que sa ligne se situe dans le cadre strict de la coexistence pacifique, sous sa forme actuelle de négociations entre les deux Grands, et que son objectif français est de remplacer le gaullisme par les hommes de la Quatrième République, européenne et atlantique; l'insistance mise sur la nécessité de nouvelles structures plus démocratiques n'impliquent que l'éternelle recherche utopique des moyens d'assurer son contrôle sur cette démocratie bourgeoise.

Cependant, les pressions conjuguées de la révolution mondiale et de la crise du mouvement communiste (en particulier de la critique chinoise), obligent la direction du P.C.F. à chapecouter sa politique ultra-opportuniste de formules « maximum » empruntées à ses adversaires de gauche (la nécessité de l'alternative socialiste, surtout) dont l'effet sera radicalisateur à terme. Dans le même sens, joue le début de vie intérieure irrépressible qui est un effet de la décomposition du stalinisme. Même dans ses alliances, la direction du P.C.F. devra garder plus de mesure que par le passé. C'est dire toutes nos possibilités dans ce domaine.